

Dépôt n° 1701

21 DEC 2011

DUMONT & ASSOCIES
COMMISSAIRE AUX COMPTES
Société à Responsabilité Limitée
au Capital Social de 10 000 €
Siège Social : 49, rue J.J. Rousseau
08000 CHARLEVILLE MEZIERES

<<<>>

STATUTS

<<>

STATUTS

Les soussignés :

- Monsieur DUMONT Christian, Expert-Comptable inscrit au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région d'Amiens, Commissaire aux Comptes, Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Reims, né le 15 février 1934 à RILLY-LA-MONTAGNE (51500), marié sous le régime de la séparation de biens avec Madame FROUSSART Michelle, demeurant à CHARLEVILLE-MEZIERES (08000), 49, rue J.J. Rousseau,

- Monsieur DUMONT Pierre, Expert-Comptable inscrit au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région d'Amiens, Commissaire aux Comptes, Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Reims, né le 30 juin 1958 à VERDUN (55100), marié sous le régime de la communauté légale avec Madame ANNOULD Myriam, demeurant à CHARLEVILLE-MEZIERES (08000), 3, rue de l'Armistice,

- Monsieur NICAISE Alain, Expert-Comptable diplômé, en cours d'inscription au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région d'Amiens, Commissaire aux Comptes, en cours d'inscription auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Reims, né le 15 mars 1965 à TROYES (10000),

- Madame DUMONT Christine, née le 11 décembre 1966 à REIMS (51100),

Monsieur et Madame NICAISE-DUMONT mariés sous le régime de la séparation de biens, demeurant ensemble à CHARLEVILLE-MEZIERES (08000), 38, rue des Pépinières,

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

Article 1er - Forme

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par le Code de Commerce et par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

La dénomination est : "DUMONT & ASSOCIES – COMMISSAIRE AUX COMPTES"

La société sera inscrite sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots " Société à responsabilité limitée " ou des lettres S.A.R.L.



et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention " société de commissariat aux comptes " et de l'indication de la compagnie régionale des commissaires aux comptes, où la société est inscrite.

Article 3 - Objet

La société a pour objet l'exercice des missions de commissaire aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet, à l'exception de toute activité commerciale, qu'elle soit exercée directement ou par personne interposée.

Aucune personne ou groupement d'intérêts ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de ces professions ou l'indépendance de ses associés, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à CHARLEVILLE-MEZIERES (08000), 49, rue Jean-jacques Rousseau.

Il pourra être transféré dans le même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 - Apports - Formation du capital

II. APPORTS EN NUMERAIRE

- Monsieur DUMONT Christian apporte à la société une somme en espèces de QUATRE MILLE CINQ CENTS euros, ci	4 500 euros
- Monsieur DUMONT Pierre apporte à la société une somme en espèces de QUATRE MILLE CINQ CENTS euros, ci	4 500 euros
- Monsieur NICAISE Alain apporte à la société une somme en espèces de CINQ CENTS euros, ci	500 euros
- Madame NICAISE-DUMONT Christine apporte à la société une somme en espèces de CINQ CENTS euros, ci	500 euros

Soit ensemble, la somme totale de DIX MILLE euros, ci	10 000 euros
	=====

Cette somme de DIX MILLE euros a été, dès avant ce jour, déposée à la SOCIETE GENERALE, agence de Charleville-Mézières, 32, avenue Jean Jaurès. à un compte ouvert



au nom de la société en formation. Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Article 7 - Avantages particuliers

Les présents statuts ne présentent aucun avantage particulier.

Article 8 - Capital social - Répartition des parts- Liste des associés

Le capital social est fixé à la somme de DIX MILLE euros. Il est divisé en CENT parts sociales de CENT euros chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports respectifs, de la manière suivante :

- à Monsieur DUMONT Christian, Commissaire aux Comptes..... numérotées 1 à 45 inclus,	45 parts
- à Monsieur DUMONT Pierre, Commissaire aux Comptes numérotées 46 à 90 inclus,	45 parts
- à Monsieur NICAISE Alain, Commissaire aux Comptes (demande d'inscription en cours) numérotées 91 à 95 inclus,	5 parts
- à Madame NICAISE-DUMONT Christine numérotées 96 à 100 inclus.	5 parts

Total du nombre de parts sociales composant le capital social	100 parts =====

soit CENT parts.

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus, correspondant à leurs apports respectifs et sont toutes entièrement libérées.

La liste des associés sera communiquée à la Commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

Article 9 - Augmentation ou réduction du capital

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels commissaires aux comptes.

Article 10 - Transmission des parts

Les parts sont librement cessibles entre associés.

Le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales est requis pour toute transmission de parts au profit :

- d'un tiers



- du conjoint, d'un héritier, ascendant ou descendant d'un associé, sauf si celui-ci a déjà la qualité d'associé.

Article 11 - Exclusion d'un professionnel associé

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses parts permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Article 12 - Indivisibilité et démembrement des parts sociales

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Article 13 - Responsabilité des associés

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société.

Article 14 - Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés inscrits sur la liste des commissaires aux comptes et nommés, pour une durée illimitée, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de

SA
CA
DA

s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation de clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, le gérant peut renoncer à ses fonctions, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 15 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes dans les six mois de la clôture de chaque exercice.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Le procès-verbal de l'assemblée est signé de tous les associés présents. Cependant, il peut être établi une feuille de présence ; dans ce cas, le procès-verbal est signé des seuls président et secrétaire de séance.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots " oui " ou " non ".

La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 16 - Majorités

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant, la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

AN
SAD
LD

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé, dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article L. 223-28 du Code de Commerce.

Article 17 - Année sociale

L'année sociale commence le premier septembre et finit le trente et un août.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 août 2003.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Article 18 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Article 19 - Nomination du premier gérant

Le premier gérant de la société, nommé sans limitation de durée, est Monsieur DUMONT Christian.

Le gérant ainsi nommé est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

Article 20 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au registre du commerce et des sociétés - Engagements de la période de formation



La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition des associés depuis le 1^{er} décembre 2001 à l'adresse prévue du siège social.

Le ou les gérants sont en outre expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'assemblée ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 21 - Publicité - Pouvoirs

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la gérance. Monsieur DUMONT Christian est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à Charleville-Mézières,

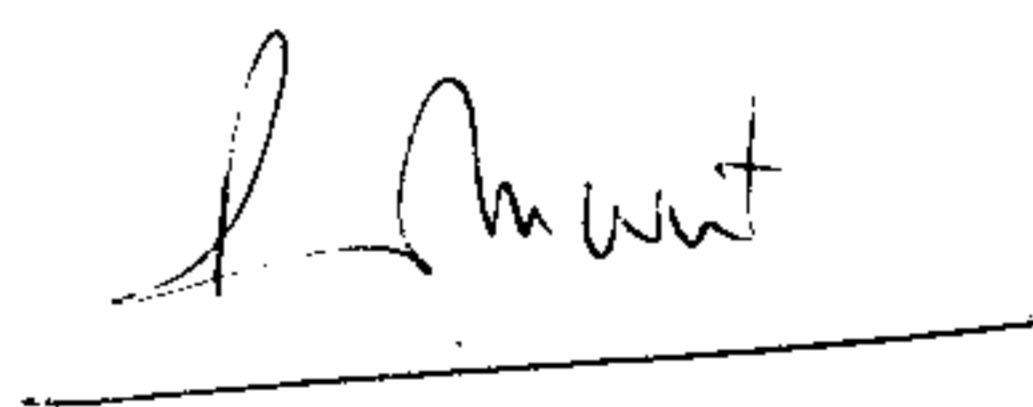
Le 18 décembre 2001.

En six exemplaires originaux

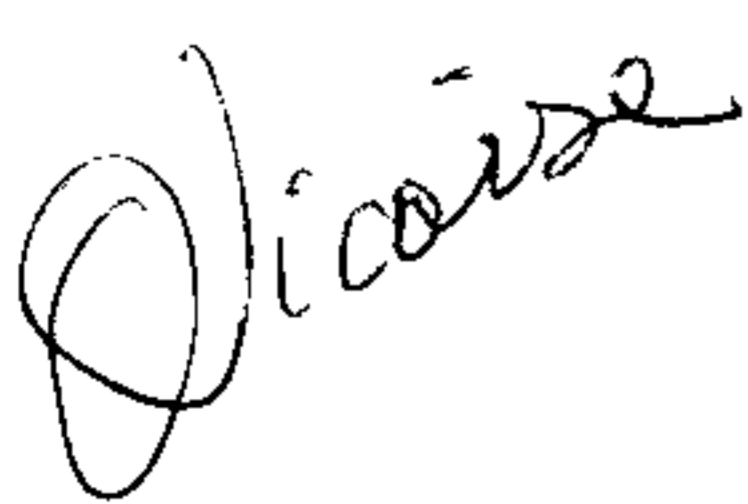
Mr DUMONT Christian



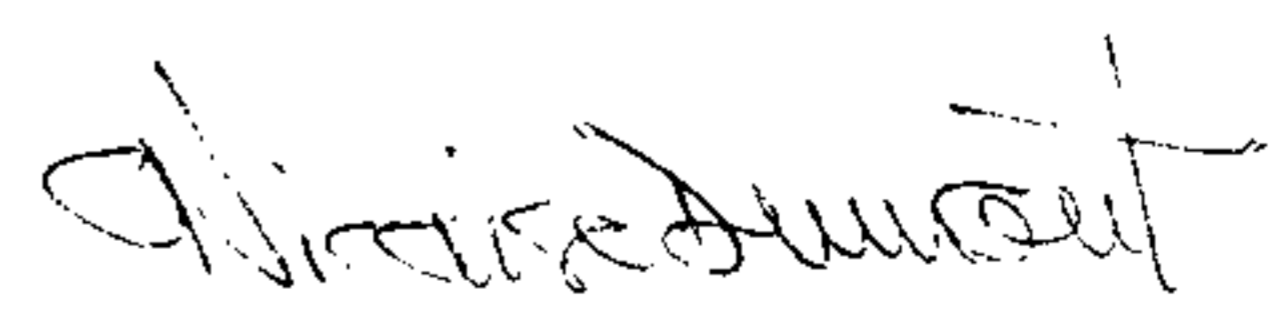
Mr DUMONT Pierre



Mr NICAISE Alain



Mme NICAISE-DUMONT Christine



ENREGISTRÉ GRATIS

À CHARLEVILLE-MÉZIERES

le 18/12/01

85

566/11



ATTESTATION

Je soussignée, Madame ANNOULD Myriam,

épouse de Monsieur DUMONT Pierre,

demeurant à CHARLEVILLE-MEZIERES (08000), 3, rue de l'Armistice,

déclare ne pas vouloir utiliser la faculté qui m'est offerte par l'article 1832-2 du Code civil, de requérir la qualité d'associée de la SARL "DUMONT & ASSOCIES – COMMISSAIRE AUX COMPTES", pour la moitié des parts souscrites, au moyen de biens communs, par mon conjoint.

Fait à Charleville-Mézières,

Le 18 décembre 2001.

Dumont

**ETAT DES ACTES ACCOMPLIS
AU NOM DE LA SOCIETE EN FORMATION**

NEANT



AGENCE DE CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

La SOCIETE GENERALE, S.A. au capital de 538.708.352,50 EUR, ayant pour numéro unique d'identification 552 120 222 R.C.S. Paris, et ayant son siège social à PARIS 9ème, 29 Boulevard Haussmann, certifie avoir reçu en dépôt la somme de 10.000 Euros (DIX MILLE EUROS) , au titre de la libération du capital en numéraire de la société à responsabilité limitée en formation SARL DUMONT ET ASSOCIES.

Ladite somme restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires.

Fait à Charleville Mézières, le 17/12/01

Le Directeur,